

ETATS-UNIS – Liens douteux entre publics et privés

Par Eric MEUNIER

Publié le 31/01/2006

Suite à l'enquête du Los Angeles Time effectuée en 2003 qui révélait les liens financiers entre des chercheurs du public et des entreprises privées, la direction des Instituts Nationaux de Santé (NIH), en accord avec le Congrès, demande désormais à ses chercheurs de ne plus signer de contrats avec le privé [1]. Du fait des clauses de confidentialité comprises dans ces contrats, les chercheurs connaissent en effet diverses entraves telles que l'interdiction d'enseigner sur ces thèmes, l'inutilité de certains travaux déjà effectués mais conservés secrets ou encore l'absence de collaboration par ignorance du travail d'autres équipes. Il devient impossible pour les directeurs de laboratoires d'avoir confiance dans les affirmations de leurs chercheurs à propos de médicaments ou substances étudiées ou produites dans le cadre de ces partenariats. Un an après la publication de cette enquête, des scientifiques continuent pourtant de violer ces normes éthiques, en étant juge et partie, ou en ne déclarant pas les revenus qu'ils touchent du privé. Le NIH reçoit 28 milliards de dollars d'argent public, mais est montré du doigt pour avoir publié des directives médicales qui semblent avoir été influencées par des intérêts privés. Ainsi, 8 scientifiques sur 9 ayant écrit des directives concernant des médicaments abaissant les taux de cholestérol avaient des intérêts financiers dans les entreprises les fabriquant. Des effets secondaires (31 morts qui ont justifié l'interdiction d'un médicament) n'avaient pas été signalés. Une lettre a été signée par près de 200 chercheurs du NIH estimant qu'une interdiction permanente ferait du personnel scientifique - payé de 130 000 US\$ à 200 000 US\$/an par le gouvernement - des "citoyens de seconde-classe" dans la communauté biomédicale.

[1] <http://www.ahrp.org/infomail/05/01/...>